

CAISSE COMMUNE DES PENSIONS DU PERSONNEL DES NATIONS UNIES



NATIONS UNIES

Rapport Annuel 2002

TABLE DES MATIÈRES

- INTRODUCTION DE L'ADMINISTRATEUR
- PARTICIPANTS
- BÉNÉFICIAIRES
- SITUATION FINANCIÈRE
- LE POINT SUR LES PLACEMENTS
- QUESTIONS ACTUARIELLES
- QUELQUES DATES IMPORTANTES
- PRINCIPAUX MEMBRES DES ORGANES DÉLIBÉRANTS ET COMITÉS

INTRODUCTION DE L'ADMINISTRATEUR

J'ai le plaisir de vous présenter le premier rapport annuel de la Caisse commune des pensions du personnel des Nations Unies. Ce rapport complète les informations détaillées figurant dans la lettre annuelle que vous adresse la Caisse. Il contient également des informations essentielles sur le fonctionnement de cette dernière et vise à mettre en lumière un certain nombre de questions importantes qui présentent un intérêt particulier pour un grand nombre des partenaires de la Caisse.

Au cours des 12 derniers mois, un certain nombre de projets d'une importance majeure ont été menés à bien dans le but de poursuivre la restructuration et la modernisation de la Caisse. La Charte de gestion de la Caisse publiée en 2001 a pour objectif d'établir le cadre dans lequel s'inscrira notre activité future ainsi que de faciliter et renforcer les relations entre l'Administration de la Caisse et le Comité mixte de la Caisse commune des pensions du personnel des Nations Unies. Y sont énoncés les trois grands objectifs de la Caisse : rapidité d'exécution pour ce qui est des services à fournir, maîtrise permanente des coûts de gestion du régime des pensions et stratégie performante de gestion des placements, objectifs dont la réalisation contribuera à assurer durablement la compétitivité de la Caisse. Ces objectifs ont été déclinés avec plus de précision dans les nouvelles politiques de la Caisse notamment sa politique de communication et sa politique de gestion de la qualité, qui correspondent à un double but : d'une part, faire face aux défis qui ne cessent de se présenter dans le domaine de la communication et, d'autre part, formuler et promouvoir une orientation davantage axée sur les besoins des utilisateurs. Ces documents, qui ont été publiés en juin 2002, peuvent maintenant être consultés, de même que d'autres éléments d'information importants, sur le site Web de la Caisse : www.unjpsf.org.

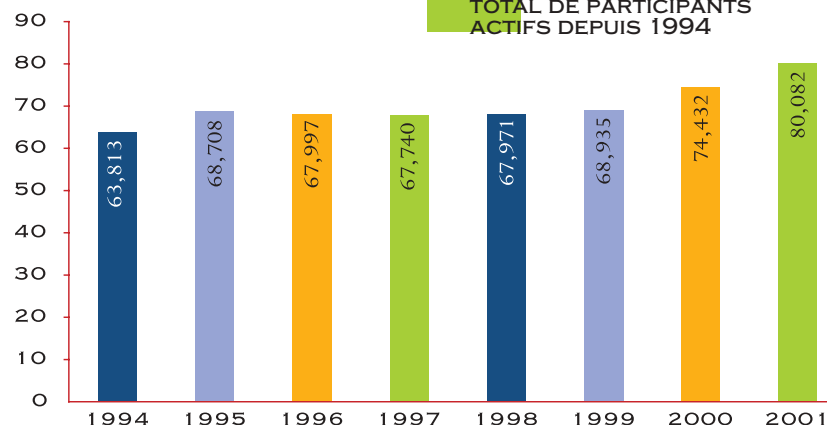
Je tiens à remercier chacun d'entre vous, partenaires de la Caisse, de votre soutien ainsi que de la part que vous prendrez à la réalisation de ces objectifs.

L'Administrateur de la Caisse commune
des pensions du personnel des Nations Unies
Bernard Cochemé

PARTICIPANTS

Au 31 décembre 2001, la Caisse comptait 80 082 participants actifs en service dans les 19 organismes qui lui sont affiliés. La répartition des participants par organisme était la suivante : Organisation des Nations Unies : 54 953; Organisation mondiale de la santé : 7 375; Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture : 5 344; Organisation internationale du Travail : 2 747; Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture : 2 414; Agence internationale de l'énergie atomique : 2 125; Organisation mondiale de la propriété intellectuelle : 1 106; Union internationale des télécommunications : 967; Organisation de l'aviation civile internationale : 873; Organisation des Nations Unies pour le développement industriel : 813; Fonds international de développement agricole : 383; Organisation maritime internationale : 330; Organisation météorologique mondiale : 322; Centre international pour le génie génétique et la biotechnologie : 145; Organisation mondiale du tourisme : 79; Centre international d'études pour la préservation et la restauration des biens culturels : 33; Tribunal international du droit de la mer : 30; Autorité internationale des fonds marins : 28; Organisation européenne et méditerranéenne pour la protection des plantes : 12. Par ailleurs, trois participants avaient cessé leurs fonctions au GATT, mais n'avaient pas encore fait savoir quelle option ils choisissaient en ce qui concerne leurs prestations. Le GATT s'est retiré de la Caisse le 31 décembre 1998. Le graphique à barres ci-après montre l'évolution du nombre total de participants actifs depuis 1994 :

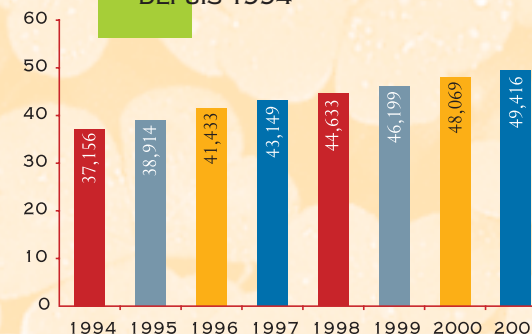
CAISSE DES PENSIONS
ACCROISSEMENT DU NOMBRE
TOTAL DE PARTICIPANTS
ACTIFS DEPUIS 1994



BÉNÉFICIAIRES

Au 31 décembre 2001, le nombre des prestations périodiques servies par la Caisse était de 49 416. Ces prestations se répartissaient comme suit : 15 558 pensions de retraite; 10 726 pensions de retraite anticipée; 6 509 pensions de retraite différée; 7 241 pensions de veuve; 446 pensions de veuf; 845 pensions d'invalidité; 8 049 pensions d'enfant et 42 pensions de personne indirectement à charge. Le graphique à barres ci-après montre la progression du nombre total de pensions servies :

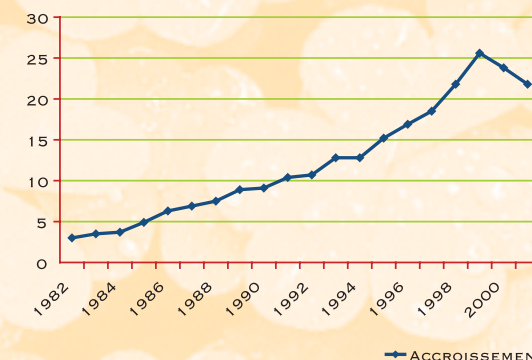
CAISSE DES PENSIONS
ACCROISSEMENT DU NOMBRE
TOTAL DES PENSIONS SERVIES
DEPUIS 1994



SITUATION FINANCIÈRE

Les états financiers de la Caisse sont signés par l'Administrateur et vérifiés, tous les deux ans, par un Comité de commissaires aux comptes externe. Pendant l'année 2001, la Caisse a connu une forte augmentation (7,6 %) du nombre de participants actifs, qui est passé de 74 432 au 1er janvier à 80 082 au 31 décembre. Le nombre de pensions servies a également augmenté pendant la même période, passant de 48 068 à 49 416 (soit une augmentation de 2,8 %). Le montant total annuel des pensions servies pour l'exercice clos le 31 décembre 2001 a été de 1 milliard 60 millions de dollars, soit une augmentation de 3,5 % par rapport à l'année précédente. Pendant la période considérée, les prestations ont été versées dans 27 monnaies différentes. Le montant total des dépenses engagées au titre des prestations et des frais d'administration et de gestion du portefeuille, qui se montait à 1 milliard 90 millions de dollars, a dépassé d'environ 162 millions de dollars le montant des recettes provenant des cotisations. Le montant annuel des cotisations reçues est passé de 854,5 millions de dollars pour l'exercice clos le 31 décembre 2000 à 928,6 millions de dollars pour l'exercice clos le 31 décembre 2001, soit une augmentation d'environ 8,7 %. La valeur de réalisation des actifs de la Caisse a baissé de 23,8 milliards de dollars au 31 décembre 2000 à 21,5 milliards de dollars au 31 décembre 2001, soit une diminution d'environ 9,7 %. Le graphique ci-après montre l'évolution de la valeur de réalisation des actifs de la Caisse entre 1982 et 2001.

MARKET VALUE OF THE UNJSPF ON
31 DECEMBER 1982 TO
31 DECEMBER 2001 (BILLIONS OF US\$)



ÉTATS FINANCIERS : ÉTAT DE L'ACTIF ET DU PASSIF ET ÉTAT DES RECETTES ET DES DÉPENSES

États financiers : état de l'actif et du passif et
état des recettes et des dépenses

ÉTAT DE L'ACTIF ET DU PASSIF

Au 31 décembre 2001 et au 31 décembre 1999

	2000-2001	1998-1999
ACTIFS		
Liquidités et dépôts à terme	321,328,502	334,583,216
Placements	17,123,895,044	15,240,934,134
Comptes débiteurs	211,531,080	210,047,989
Prestations servies par anticipation	9,504,066	10,174,576
TOTAL	17,666,258,692	15,795,739,915
PASSIF		
Comptes créditeurs	34,579,880	30,351,085
Capital de la Caisse	17,631,678,812	15,765,388,830
TOTAL	17,666,258,692	15,795,739,915

ÉTAT DES RECETTES ET DES DÉPENSES

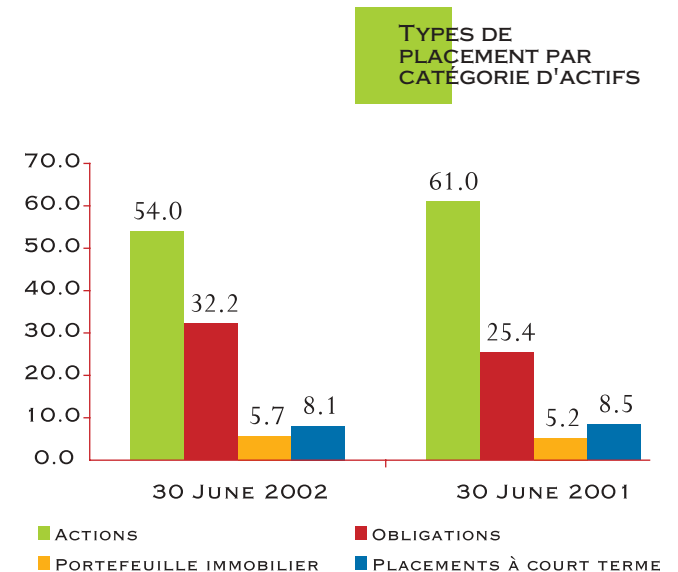
Au 31 décembre 2001 et au 31 décembre 1999

	2000-2001	1998-1999
RECETTES		
Cotisations des participants	595,561,100	540,740,814
Cotisations des organismes affiliés	1,186,467,232	1,076,416,890
Cotisations versées comme suite à des accords de transfert de droits à pension	585,779	443,203
Excédent des cotisations calculées sur la base du coût actuariel par rapport aux cotisations ordinaires en cas de validation de périodes d'affiliation antérieures	566,826	848,404
Revenu des placements	2,233,551,857	2,194,792,492
Revenu des placements	6,087	6,138
TOTAL	4,016,738,881	3,813,247,941
DEPENSES		
Prestations versées	2,093,917,354	1,997,564,590
Dépenses d'administration	56,759,584	53,947,049
Fonds de secours	71,792	66,516
Excédent net des recettes sur les dépenses	1,865,990,151	1,761,669,786
TOTAL	4,016,738,881	3,813,247,941

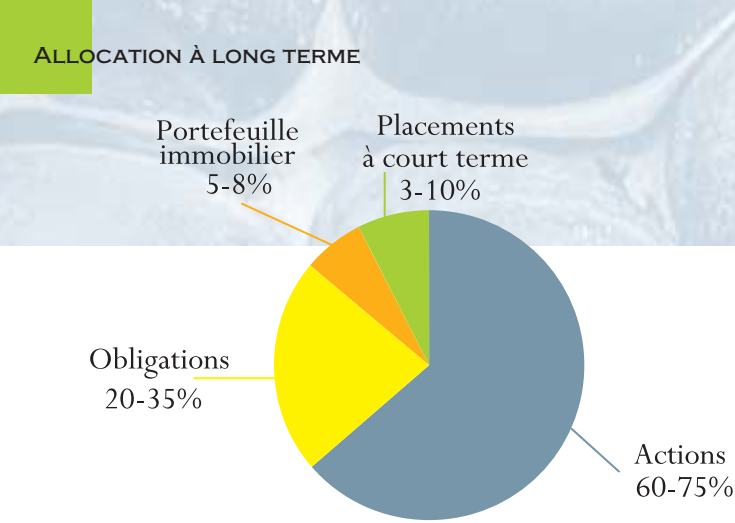
LE POINT SUR LES PLACEMENTS

La valeur de réalisation des actifs de la Caisse au 30 juin 2002 était de 21 milliards 541 millions de dollars, soit une diminution de 448 millions de dollars (2,1 %) depuis le 30 juin 2001, date à laquelle elle était de 21 milliards 989 millions de dollars. Cette diminution était imputable à une réduction de la part des actions dans le portefeuille par suite de la contraction des marchés et de la décision de vendre des actions, soit pour réaliser un bénéfice soit pour éviter des pertes. En revanche, ce déclin a été en partie contrebalancé par les rendements positifs enregistrés pour toutes les autres catégories d'actifs : obligations, portefeuille immobilier et placements à court terme.

La répartition des actifs, en pourcentage, était la suivante :



En raison de la contraction et de la forte instabilité des marchés boursiers mondiaux, la proportion des actifs placés en actions a été maintenue en deçà de la fourchette à long terme pendant la fin de l'année 2001 et toute l'année 2002 :

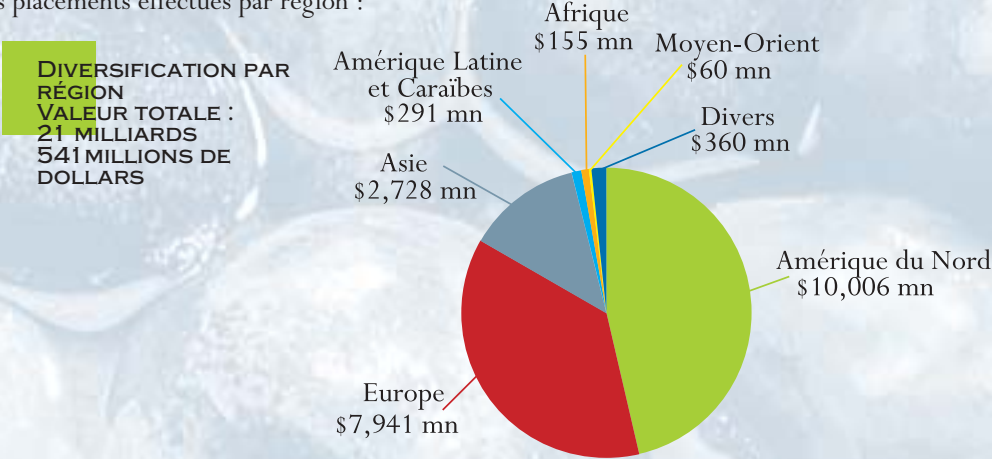


Au cours de l'exercice clos le 30 juin 2002, le rendement total a été de -0,9 %, alors que pour l'indice de référence (composé à 60 % de l'indice Morgan Stanley Capital International World Index et à 40 % de l'indice Solomon Brothers World Government Bond Index) le rendement a été de -4 %. Sur trois ans et sur cinq ans, la Caisse a également eu un rendement supérieur à celui de l'indice de référence. Le tableau ci-après permet de comparer les résultats de la Caisse et ceux de l'indice de référence :

Exercice clos le 30 juin	1 an	3 ans	5 ans
Caisse	-0.9	-0.8	3.9
Indice de référence	-4.0	-3.3	2.5
Caisse moins indice de référence	3.1	2.5	1.4

DIVERSIFICATION

Au 30 juin, les actifs de la Caisse étaient placés dans 48 pays auxquels s'ajoutent quatre institutions internationales ou régionales et étaient libellés en 28 monnaies. Le diagramme ci-après indique la valeur des placements effectués par région :



L'objectif à long terme de la Caisse en ce qui concerne le rendement de ses placements est d'obtenir un taux de rendement réel, corrigé de l'inflation, de 3,5 %. Le taux de rendement réel est le taux nominal corrigé de l'indice des prix à la consommation (IPC) aux États-Unis. Les taux annuels de rendement des placements de la Caisse, en pourcentage, ont été les suivants :

Exercice clos le 30 juin	Taux de rendement nominal	Indice des prix à la consommation aux États-Unis (IPC)	Taux de rendement réel (corrigé de l'IPC É.-U.)	Excédent (rendement réel moins 3,5 %)
93	9.3	3.0	6.1	2.6
94	8.5	2.5	5.9	2.4
95	13.4	3.0	10.1	6.6
96	11.7	2.8	8.6	5.1
97	17.5	2.3	14.9	11.4
98	10.9	1.7	9.1	5.6
99	12.3	2.0	10.1	6.6
00	13.7	3.7	9.6	6.1
01	-13.3	3.2	-16.0	-19.5
02	-0.9	1.2	-2.1	-5.6
Annualisé	7.9	2.5	5.3	1.8

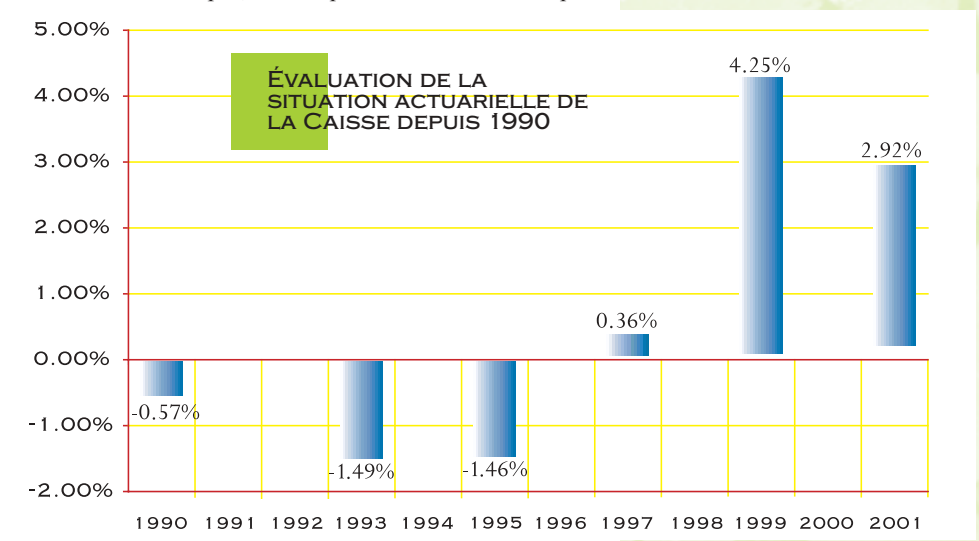
On voit que pour huit des 10 années considérées la Caisse a atteint son objectif à long terme. Le taux de rendement nominal annualisé sur 10 ans a été de 7,9 %, le taux de rendement réel correspondant a été de 5,3 % et l'excédent de 1,8 %.

Sur les 42 dernières années pour lesquelles le rendement des placements de la Caisse a été calculé, le rendement total a été de 8,5 %, soit un taux de rendement réel (corrigé des variations de l'IPC des États-Unis) de 3,9 %. Ce taux de rendement réel est supérieur à l'objectif à long terme fixé (3,5 %).

QUESTIONS ACTUARIELLES

Les services actuariels sont fournis par la société Buck Consultants. Par ailleurs, un Comité d'actuaire, composé de cinq actuaire indépendants, est nommé sur la recommandation du Comité mixte. Le Comité d'actuaire a pour rôle de conseiller le Comité mixte concernant les questions actuarielles découlant de l'application des Statuts de la Caisse. Ses membres sont originaires des cinq différentes régions du monde.

Évaluation actuarielle : L'évaluation actuarielle la plus récente, effectuée par l'Actuaire-conseil, a été arrêtée au 31 décembre 2001. Elle a fait apparaître, pour la troisième fois consécutive, un excédent actuariel représentant 2,92 % de la masse des rémunérations considérées aux fins de la pension. Les évaluations arrêtées au 31 décembre 1999 et au 31 décembre 1997 avaient fait apparaître des excédents actuariels représentant respectivement 4,25 % et 0,36 % de la masse des rémunérations considérées aux fins de la pension. En d'autres termes, l'excédent actuel de 2,92 % signifie que le taux de cotisation théoriquement requis pour assurer l'équilibre actuariel au 31 décembre 2001 était de 20,78 % de la rémunération considérée aux fins de la pension, alors que le taux de cotisation effectif est de 23,70 %. Les évaluations sont établies sur la base de diverses hypothèses économiques concernant le rendement futur des placements et l'inflation et de différentes séries d'hypothèses concernant la croissance des effectifs. L'évaluation ordinaire établie au 31 décembre 2001 reposait sur les trois hypothèses économiques suivantes : a) augmentation de la rémunération considérée aux fins de la pension de 5,5 % par an; b) taux nominal de rendement des placements de 8,5 % par an; et c) taux d'inflation de 5 % par an; on s'est également fondé sur l'hypothèse d'une croissance nulle des effectifs. Ce type d'analyse repose par conséquent sur des projections. Le graphique ci-après illustre les résultats des évaluations actuarielles ordinaires établies sur la base de telles projections pour les six dernières périodes d'évaluation :



Parallèlement à l'évaluation actuarielle, on procède également au calcul des ratios de capitalisation, qui ont pour but d'aider le Comité mixte à évaluer la situation de la Caisse à la date de l'évaluation et non plus à prévoir son évolution future sur la base de projections. Les ratios de capitalisation permettent de comparer les actifs actuels de la Caisse et la valeur des droits acquis à prestation (passif) à la date de l'évaluation, en supposant que le régime des pensions cesse d'exister à cette date. Pour ce qui est des obligations de la Caisse au 31 décembre 2001, les calculs montrent que la situation financière de la Caisse est solide, comme on l'avait déjà constaté lors des six dernières évaluations. Le ratio de capitalisation actuel, obtenu en divisant la valeur actuarielle des actifs (23 milliards 630 millions de dollars) par la valeur actuarielle des droits acquis à prestation (14 709 400 millions de dollars) est de 160,6 %, soit une marge de sécurité de 60,6 %. Le ratio de capitalisation est nettement inférieur lorsqu'on tient compte du système d'ajustement des pensions en vigueur, qui prévoit l'ajustement des prestations au titre de l'inflation. Les ratios de capitalisation pour les années 1990 à 2001, calculés en tenant compte de l'ajustement futur des pensions et sans en tenir compte, sont indiqués au tableau ci-après :

RATIOS DE CAPITALISATION CALCULÉS LORS DES ÉVALUATIONS ARRÊTÉES AU 31 DÉCEMBRE PENDANT LA PÉRIODE 1990-2001

	1990	1993	1995	1997	1999	2001
Compte non tenu de l'ajustement futur des pensions	131	136	132	141	180	161
Compte tenu de l'ajustement futur des pensions	77	81	81	88	113	106

Sur la base des résultats de la dernière évaluation actuarielle, le Comité d'actuaire et l'Actuaire-conseil ont considéré que le présent taux de cotisation, à savoir 23,7 %, était suffisant pour faire face aux obligations de la Caisse au titre des droits acquis en application du régime des pensions. Le Comité mixte a approuvé leur déclaration concernant la situation actuarielle de la Caisse.



QUELQUES DATES IMPORTANTES

Le Comité mixte de la Caisse commune des pensions du personnel des Nations Unies a tenu sa session biennale du 10 au 19 juillet 2002 au siège de l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO) à Rome. Le Comité permanent du Comité mixte, qui se réunit lorsque le Comité mixte n'est pas en session, se réunira en 2003 au Siège de l'Organisation des Nations Unies à New York. Le Comité des placements continuera à se réunir tous les trimestres. Le Comité d'actuaire se réunira en juin 2003 afin d'examiner les hypothèses économiques et démographiques à retenir pour la prochaine évaluation actuarielle, qui sera arrêtée au 31 décembre 2003.

PRINCIPAUX MEMBRES DES ORGANES DÉLIBÉRANTS ET COMITÉS

COMITÉ MIXTE DE LA CAISSE COMMUNE DES PENSIONS DU PERSONNEL DES NATIONS UNIES

Président	Dr. J. Larivière représentant du Conseil d'administration de l'Organisation mondiale de la santé (OMS)
Premier Vice-Président	Mr. J.-P. Halbwachs représentant du Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies (ONU)
Deuxième Vice-Président	Mr. C. Cherubini représentant des participants de l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO)
Rapporteur	Mr. J.-M. Jakobowicz représentant des participants de l'Organisation des Nations Unies (ONU)

COMITÉ PERMANENT DU COMITÉ MIXTE DE LA CAISSE COMMUNE DES PENSIONS DU PERSONNEL DES NATIONS UNIES

Président	Mr. A. Busca représentant des chefs de secrétariat de l'Organisation internationale du Travail (OIT)
Premier Vice-Président	Mr. J.-M. Jakobowicz représentant des participants de l'Organisation des Nations Unies (ONU)
Deuxième Vice-Président	Mr. V. Vislykh représentant de l'Assemblée générale des Nations Unies (ONU)

COMITÉ DES PLACEMENTS (9 MEMBRES)

Président	Mr. E.N. Omaboe
-----------	-----------------

REPRÉSENTANT DU SECRÉTAIRE GÉNÉRAL DE L'ORGANISATION DES NATIONS UNIES POUR LES PLACEMENTS DE LA CAISSE

Représentant	Mr. J.E. Connor
--------------	-----------------

ADMINISTRATION DE LA CAISSE COMMUNE DES PENSIONS DU PERSONNEL DES NATIONS UNIES

Administrateur	Mr. B. Cochemé
Administrateur adjoint	Mr. J. Dietz
Directeur du Service de la gestion des placements	Mr. H. Ouma
Chef des opérations	Ms. D. Bull
Chef du Bureau de Genève	Mr. G. Ferrari

COMITÉ D'ACTUAIRES (5 MEMBRES)

Président	Mr. A.O. Ogunshola
Vice-Président	Mr. H. Perez Montas
Rapporteur	Mr. L.J. Martin

ACTUAIRE-CONSEIL

Buck Consultants, Inc.

COMMENT PRENDRE CONTACT AVEC LA CAISSE DES PENSIONS

Pour plus de détails concernant la Caisse des pensions,
consultez son site Web : <www.unjspf.org>



À New York

UNJSPF - Room S-635 - United Nations

New York, NY 10017

United States

Fax : (212) 963-3146

Tél. : (212) 963-6931

Mél. : <unjspf@un.org>

À Genève

Caisse commune des pensions du personnel des Nations Unies

Bureau PN D.108

8-14 Avenue de la Paix

1211 Genève 10

(Suisse)

Fax : +41 (22) 917 00 04

Tél. : +41 (22) 917 18 24

Mél. : <jspfgva@unog.ch>